

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 290. — 11 JUIN 1966



(Document Violet.)

FRONT POPULAIRE 30 ANS APRÈS

(lire en page 3)

Stage d'été du 18 au 23 juillet 1966

L'annonce parue dans le dernier n° T.S. peut maintenant être confirmée. Les camarades intéressés par ce stage (18 juillet au matin au 23 juillet 15 heures, en bordure de Seine, pour environ 70 F) sont priés de rem-

plir le bulletin d'inscription ci-joint et de l'envoyer dès que possible au service de formation du PSU, 81, rue Mademoiselle - Paris XV.
Le programme sera approximativement le suivant :

LES LUTTES DE CLASSES EN FRANCE EN 1966

- I. Le mouvement socialiste et la lutte de classes - Analyse marxiste et stratégique - Les transformations du capitalisme.
- II. Formes actuelles de la lutte de classes :
 - dans l'entreprise
 - dans l'agriculture
 - dans la formation et l'information

- dans le développement régional.
- III. Les luttes de classes actuelles nous conduisent-elles vers le Socialisme ?
 - Y a-t-il exaspération ou atténuation ?
 - La lutte de classes, clé de la progression vers le Socialisme.

STAGE D'ETE

« Les luttes de classes en France en 1966 », 18-23 juillet

Bulletin d'inscription à retourner au PSU, Service Formation et Etudes
81, rue Mademoiselle - PARIS XV

Nom
Prénom
Profession Age
Adresse
Section
Fédération
Responsabilité dans le Parti
Non membre du Parti
Appartenance syndicale

Les réunions

● Fédération des Hautes-Alpes : week-end de formation

Samedi 25 et dimanche 26 juin à Chantemerle, près de Briançon : week-end régional de formation, animé par Georges Servet.
Comment le tourisme social peut-il à la fois permettre à des personnes aux revenus modestes de s'aérer et favoriser le développement local ?
Sur ce thème, la journée du dimanche s'ouvrira largement aux sympathisants et à tous ceux qui voudraient

apporter au débat l'expérience de réalisations locales.
Inscriptions : P.S.U., 6, place Saint-Bruno, Grenoble.

● Levallois : conférence-débat

Une conférence-débat sur le socialisme et la démocratie se tiendra, le mercredi 15 juin à 20 h 30, salle des fêtes de la mairie de Levallois, avec : G. Servet pour le P.S.U., V. Joannès pour le P.C.F., C. Fuzier pour la F.G.D.S.

Les activités

● Fédération du Puy-de-Dôme LA BASE S'IMPATIENTE

Les militants des partis de gauche, les syndicalistes et les inorganisés qui ont mené campagne — souvent ensemble — pour François Mitterrand en décembre commencent à renâcler devant les tergiversations des états-majors. Témoin, les conclusions auxquelles sont parvenus les participants à un débat qui a eu lieu à Chamalières (Puy-de-Dôme), conclusions dont voici la teneur :
« Le 23 mai 1966, les démocrates qui, à Chamalières, avaient appelé à voter pour François Mitterrand, candidat unique de toute la gauche lors des élections présidentielles de décembre 1965, se sont réunis avec d'autres Chamaliérois pour organiser un

débat politique.
« Au cours de la discussion à laquelle ont participé des éléments représentatifs de l'ensemble de la gauche française (membres de la Fédération démocrate et socialiste — parti socialiste S.F.I.O., club Démocratie socialiste — du parti socialiste unifié, du parti communiste français, syndicalistes et autres militants de la gauche), l'unanimité des participants est arrivée aux conclusions suivantes :
« 1° Les élections législatives, dans le cas où la gauche obtiendrait une majorité, posent la question du régime qui succédera à la V^e République ;
« 2° Dans ces conditions, un simple accord tactique entre les partis de gauche ne saurait répondre à la situation et ne permettrait pas d'entraîner suffisamment d'électeurs à voter pour un avenir incertain ;

LE TIRAGE AU SORT DES BONS DE SOUTIEN

Le samedi 4 juin, à 11 h 30, a eu lieu, sous la présidence d'Edouard Depreux et en présence de plusieurs membres de la rédaction et de l'administration de Tribune Socialiste et de militants, le tirage au sort de la tombola, par le mains de Michelle Descolonges et de Louise Lemée.
Toutes nos félicitations aux heureux gagnants et nos remerciements à ceux qui,

dans toute la France, ont placé des Bons de soutien, absolument nécessaires à notre journal.

Tous les participants garderont le meilleur souvenir de la petite et amicale cérémonie du tirage au sort, qui constitue un des moments de la vie de Tribune Socialiste.

- Les billets suivants gagnent :
- 68.789 : Renault R4L
 - 56.251 : meuble combiné stéréo
 - 39.832 : réfrigérateur
 - 02.455 : camér.
 - 64.991 : électrophone
 - 82.397 : bateau pneumatique
 - 23.466 : magnétophone
 - 31.801 : aspirateur
 - 89.936 : poste transistors

- 87.811 : appareil photo.
- Les billets se terminant par les numéros suivants gagnent :
- 2.211 : rasoir électrique
- 2.338 : coffret Kodak
- 2.273 : duvet
- 0.712 : matelas pneumatique
- 0.150 : lit de camp
- 7.395 : ping-pong
- 9.578 : livre d'art

« 3° La question du programme fondamental qui permettrait d'envisager quel type de société doit succéder au régime gaulliste se trouve posée à tous les partis de gauche d'une manière urgente. Seule son existence permettra de dégager un programme de gouvernement et d'aboutir à un accord électoral sérieux ;
« 4° Considérant qu'une écrasante majorité de Français rejette le type de régime que la France a connu avant 1958, celui-ci ayant conduit le pays au chaos, favorise la subversion et finalement permis l'instauration du gaullisme, il n'est pas possible

d'envisager pour la gauche, autre chose qu'une nouvelle forme de démocratie qui aspirent à l'avènement de type socialiste ;
« 5° La gauche en 1966 ne peut donc être constituée que par des démocrates qui aspirent à l'avènement d'une démocratie socialiste en France. »

Il est remarquable que les problèmes aient été posés avec autant de netteté et que des réponses aussi claires aient pu leur être données. Ce qui prouve qu'un débat est plus que jamais urgent entre les diverses organisations de la gauche sur le programme commun.

LE COURRIER DES LECTEURS

La reconversion, tare du régime capitaliste

Plusieurs lettres (1) me sont parvenues pour amender certains points de mon récent article paru dans Tribune sur la reconversion des activités déclinantes, ce qui prouve l'intérêt porté à ce sujet. Je voudrais cependant donner les précisions suivantes à mes correspondants :

1) Gaz de France, dont j'ai évoqué l'exemple, n'est certes pas à l'abri de critiques dans sa ligne de conduite, cette entreprise publique vivant dans un environnement peu favorable à l'expression d'une gestion sociale, mais il est indéniable qu'il a pratiqué, au sein de l'entreprise, une politique de reconversion qui a porté sur plus de 10.000 salariés des usines à gaz ; ceux-ci ont été reclassés pour la plus grande partie dans les services de distribution du gaz à salaire et à statut égaux ; d'autres ont été mutés, dans les mêmes conditions, vers les usines de production d'électricité. Que Gaz de France n'ait pas « facilité la reconversion dans le secteur privé », comme le constate un de mes correspondants, n'a rien d'anormal, étant donné qu'il se substituerait à l'Etat s'il le faisait.

D'autre part, les critiques adressées aux Charbonnages (insuffisance des combustibles maigres, association avec capitaux étrangers) sont justifiées, mais elles ne constituent qu'un aspect mineur du problème que la société nationale essaie de résoudre malgré l'insuffisance des moyens mis à sa disposition par le système capitaliste.

2) La nécessité d'améliorer les moyens d'enseignement, les équipements culturels, qu'évoquent plusieurs lettres, est évidente ; on ne procédera que par expédients tant que la culture ne sera pas popularisée et l'enseignement polyvalent ; c'est un des éléments essentiels du problème ; les régimes socialistes jouissent d'une supériorité manifeste dans ce domaine.

3) En revanche, je ne suis absolument pas d'accord avec l'un de mes correspondants lorsqu'il estime que « la reconversion ne saurait se limiter au seul cadre régional » et lorsqu'il affirme que les travailleurs doivent acquérir la plus grande mobilité possible. Je pense au contraire que la différence essentielle, à ce sujet, entre capitalisme et socialisme réside dans le fait que l'un oblige les travailleurs à émigrer et l'autre contraint les capitaux à la mobilité. Il n'est évidemment pas question d'entamer des opérations non rentables, dans le seul but d'occuper les salariés en voie de reconversion ; il n'est pas question non plus de réa-

liser la reconversion dans la même localité si des impératifs économiques s'y opposent ; mais je suis certain que de telles opérations doivent se faire dans le cadre même de la région concernée ; sinon on accroît les déséquilibres entre régions et l'on pratique une politique de concentration excessive, qui, à long terme, ne peut avoir que des conséquences nuisibles pour tous.

Il semble que les facteurs suivants poussent à inscrire dans le cadre régional les opérations de reconversion :

- nécessité de conserver le patrimoine national pour préserver l'avenir et obligation de ne pas faire baisser la population d'aucune région en dessous d'un certain seuil ;
- nécessité de répartir les activités à travers l'ensemble du territoire ;
- possibilité offerte à un nombre croissant de secteurs d'être moins exigeants dans leur localisation (en particulier, industries très élaborées) ;
- avantages certains que présentent des régions pourtant privées d'une expansion normale ;
- méfaits d'une concentration géographique excessive.

Bien entendu, il convient que les reconversions s'exercent dans le cadre de régions suffisamment grandes pour laisser une liberté de choix suffisante aux organisateurs des opérations ; j'y ajouterai qu'à mon avis le nombre des régions économiques doit être de huit à neuf seulement pour la France.

Yves Durrieu.

(1) Je citerai en particulier les lettres de Belin, Brain, Chartier et Schmidt.

● Fête nationale arménienne

L'anniversaire du 28 mai 1918, date de la proclamation de la République arménienne, a été commémoré le 28 mai 1966, dans la salle des fêtes de la mairie du 6^e à Paris, sous la présidence de Samouelian, animateur du parti socialiste arménien fondé en 1890 à Tiflis et ayant mené contre l'oppression turque une héroïque action clandestine.

Edouard Depreux a apporté à nos amis arméniens le salut fraternel du P.S.U.

● Petite annonce

« Œuvre périscolaire de la région parisienne recherche pour le mois d'août un directeur adjoint ou une directrice adjointe, diplômé ou stagiaire, pour une colonie de vacances d'adolescentes dans le Cantal. Ecrire à M. Marin, instituteur de C.E.G., 8, rue du Cayla, Courbevoie (Hauts-de-Seine-92). »

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse
.....
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

30 ANS APRÈS :

LES LEÇONS DU FRONT POPULAIRE

LES militants de ma génération ont vécu en 1936 des heures exaltantes et inoubliables. Suivant les lois bien connues de l'oscillation du pendule politique, la riposte de la gauche avait été proportionnée à l'intensité des attaques de la droite.

Au sein du Front Populaire, qui s'était peu à peu formé au lendemain des émeutes factieuses du 6 février 1934 et qui remporta la victoire électorale, le Parti communiste, sortant de son isolement, avait rejoint les socialistes et les radicaux. On avait agi sagement en se mettant d'accord sur un programme élaboré en commun, avant la formation d'un gouvernement auquel les communistes ne participèrent pas, mais qu'ils décidèrent de soutenir.

Dans un climat chargé d'électricité et d'enthousiasme, on mit fin à la politique de déflation de Pierre Laval et de nombreuses réformes, dont certaines, comme les congés payés et l'Office du Blé, résistèrent ensuite à toutes les intempéries politiques, furent rapidement réalisées. Pour la première fois dans l'histoire de notre pays, aussi étonnant que cela puisse paraître aujourd'hui, des millions de travailleurs purent se délasser pendant quelques jours à la campagne, à la mer ou à la montagne, provoquant cette « jalousie sociale » de la fraction la plus incompréhensive de la bourgeoisie que dénonçait avec sa verve vigoureuse mon ami Léo Lagrange.

La démocratie allait prouver son efficacité : lorsque Léon Blum lut son fameux décret de clôture, il put énumérer avec fierté toutes les mesures contenues dans sa déclaration ministérielle et constater qu'en quelques semaines elles s'étaient inscrites dans notre législation. L'aspect positif du bilan, si sommaire soit-il, ne serait pas complet si je ne parlais pas de l'action de Jean Zay, que j'ai pu apprécier rue de Grenelle, dans tout ce qui touche à l'instruction, à l'éducation et à la culture et de la clairvoyance avec laquelle Pierre Viénot avait envisagé les problèmes de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, dont l'histoire des rapports avec la France avait été antérieurement et allait être posté-

rieusement jalonnée par une impressionnante série d'occasions gâchées.

Hélas ! dès le milieu de 1937, l'élan était brisé et, à partir de 1938, bien des conquêtes allaient être remises en question pour trois sortes de raisons :

① Le triomphe avait été moins complet qu'il apparaissait au premier abord. Les statistiques — même celles des adversaires — incluaient dans la majorité la totalité des élus des trois

par *Edouard DEPREUX*

partis coalisés. Or la ligne de démarcation entre la droite et la gauche passait à l'intérieur du Parti radical et quelques députés qui avaient bénéficié de l'investiture valoisienne et de nombreux sénateurs de la « gauche démocratique » étaient des adversaires aussi résolus du Front Populaire que les hommes de la droite avouée. Il était évident qu'ils passeraient de l'autre côté de la barricade dès qu'ils pourraient en saisir l'occasion.

② Les Orléanistes, responsables de la Constitution de 1875, n'avaient certes plus qualifié le Sénat de « Conservateur », mais c'était par un pur souci de correction grammaticale, pour éviter un pléonasm.

La Haute Assemblée constituait une barrière dressée non seulement contre l'édification légale du socialisme, mais contre toute tentative un peu audacieuse d'élargir la démocratie politique en démocratie économique. De Léon Bourgeois à Edouard Herriot, les radicaux en avaient fait l'expérience, avant que le Sénat mette fin à la carrière des deux gouvernements Léon Blum en 1937 et en 1938, dès que le grand souffle qui avait permis la victoire du Front Populaire s'était apaisé.

③ Le programme, malgré les efforts du Parti socialiste et de la C.G.T. pour y inclure quelques nationalisations, en plus de celles, incomplètes, de la Banque de France et des « marchands de

canons » et le contrôle des changes, ne comportait pas de réformes de structure. « Les deux cents familles » avaient subi une défaite politique, mais leur pouvoir économique était, à peu de chose près, resté intact.

Elles détenaient toujours les leviers de commande essentiels du crédit, de la production et des échanges. Elles pouvaient ainsi comploter impunément contre le franc et lancer, au moment choisi par elles, des contre-attaques contre la volonté clairement exprimée par le suffrage universel.

Puissent nos lecteurs sentir que nous nous trouvons là au cœur du problème essentiel qui s'est posé, se pose et se posera à tous les gouvernements de gauche et plus spécialement à ceux qui seront soucieux d'assurer la transition du capitalisme vers le socialisme. « Il existe, m'a dit un jour Aneurin Bevan, au moment où, dans une maison amie de Londres, il se penchait avec une affectueuse curiosité sur ce qui allait devenir le P.S.U., une ligne de partage des eaux en économie politique comme en géologie. Suivant que vous vous situerez d'un côté ou de l'autre, vous vous dirigerez vers le capitalisme ou vers le socialisme.

Dans le premier cas, vos réformes de répartition, aussi sympathiques soient-elles, seront bien vite annihilées par le reflux conservateur.

Dans le deuxième, vous aurez franchi un seuil de non-retour et vous aurez pris la route qui, même si elle est longue, sinueuse et parsemée de difficultés, conduira au socialisme.

Les enseignements qui se dégagent de l'expérience du Front Populaire, de ses succès comme de ses insuffisances, c'est que la gauche doit s'unir sur un programme commun qui, pour être adapté aux nécessités présentes, doit comporter des réformes de structure.

Tel est le sens des propositions que le P.S.U. a faites à toutes les organisations de gauche et plus spécialement au Parti communiste et à la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste.

ALGÉRIE

Nationalisations et démocratie socialiste

C'est le 9 mai que M. Boumedienne a annoncé la nationalisation de onze mines en Algérie : mines de fer, de plomb, de zinc, de cuivre, à Ouenza-Bou Khadra, El-Llez, Ouarsenis, Sidi-Kamber, Gara-Djebilet, Khangat et Mouhad, Rivet et Maden, Ain-Ben-Merguam, Ouest-Zouander, Hamman-N'Baila et Ain-Barbar. Elles appartenaient à des groupes capitalistes français, belges, espagnols, d'ailleurs liés aux capitaux anglais et internationaux les plus divers. L'une des bases de l'industrialisation revient ainsi en possession de l'Etat algérien. Boumedienne a clairement justifié cette décision : « L'effort d'industrialisation, a-t-il dit, doit s'appuyer en tout premier lieu sur l'exploitation de nos matières premières, et en particulier des ressources minières. Les richesses du sous-sol, qui constituent l'élément de base de tout développement économique, sont encore contrôlées, quatre années après notre indépendance, par des sociétés étrangères, par des monopoles qui fixent à leur gré les volumes de production et les prix. »

Dès le 10 mai, le Bureau algérien de Recherches et d'Exploitation minière a pris le contrôle de la Chambre syndicale des Mines d'Algérie. Le personnel européen est resté sur place. Le gouvernement a prévu une indemnisation des actionnaires (au moins pour l'Ouenza) sur la base des cours 1964-1965. Cette indemnisation sera sans doute transférable, de même que les bénéfices de 1965, et l'Etat prendra à sa charge le passif des sociétés. Malgré le caractère extraordinairement libéral de ces mesures, le conseil d'administration de l'Ouenza a rejeté l'offre, et « protesté solennellement contre les mesures de nationalisation qui contreviennent aux engagements souscrits par l'Etat algérien dans les accords d'Evian ». Le chiffre d'affaires des onze mines est évalué à 150 millions de francs. En même temps, un Conseil supérieur des Hydrocarbures, des Mines et de l'Energie a été créé le 18 mai, pour coordonner toute la politique énergétique de l'Algérie. Ce conseil comprendra des techniciens, des fonctionnaires, des financiers, des militaires, des syndicalistes et des cadres du F.L.N.

Bien entendu, la presse française, même parfois celle qui se baptise de gauche, a poussé de gros soupirs. C'est donc cela, la bonne « coopération » gaulliste ! On écrit dans « le Monde » du 21 mai que « les Algériens sont conscients des effets désastreux qu'a pu causer cette soudaine nationalisation », et que « laisser prévoir de nouvelles nationalisations n'est pas propre à favoriser l'apaisement ». L'apaisement de qui donc ?

Ce n'est pas tout. Dès le 12 mai le gouvernement algérien a annoncé que tous les « biens vacants » (surtout des immeubles), au nombre de 200.000, représentant quelque 10 milliards de francs, sont déclarés biens d'Etat, sans indemnités. Cette reprise est considérée comme légitime « compensation de guerre » — combien légitime en effet ! D'autre part, le 27 mai, Kaïd Ahmed, ministre des Finances, annonça l'institution d'un monopole d'Etat sur les Assurances, et dès le 30 mai les bureaux des agences algériennes de douze sociétés privées, dont plusieurs françaises, ont été fermées pour être réorganisées. Dans le même temps, un décret créait une Banque nationale de crédit et de dépôts par transformation du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, la plus importante banque de ce genre en Algérie. Dans ce cas, l'éviction des capitaux français s'opère par consentement mutuel et non par nationalisation. Enfin, un différend sérieux vient de s'élever entre dirigeants algériens et français dans le secteur pétrolier : les techniciens français de l'Association Coopérative Pétrolière prétendent se réserver un monopole des nouveaux travaux, sans recourir aux appels d'offres, ce qui peut conduire, dans les conditions actuelles, à une mesure de nationalisation là aussi...

Tous ces faits extrêmement importants prouvent deux choses : d'abord, le gouvernement algérien, engagé dans une politique économique socialiste, est inévitablement conduit à affirmer l'emprise de l'Etat sur les

secteurs essentiels de l'économie : mines, énergie, industrie, transports, d'une part ; crédit et investissements, d'autre part. Lors du coup d'Etat du colonel Boumedienne, il y a près d'un an, bien des observateurs ont cru que le nouveau régime politique allait évoluer vers une certaine « libéralisation », et pendant quelques mois, en effet, des mesures de réprivatisation dans l'agriculture et dans le commerce, un appel aux capitaux privés étrangers, l'accord de « coopération » pétrolière avec les autorités françaises ont pu faire croire que le gouvernement Boumedienne allait s'engager dans cette voie. Certains ministres — nouveaux et anciens à la fois — laissaient



(Photo Elie Kagan.)

entendre que le socialisme algérien allait connaître une pause, que le chaos économique algérien ne pourrait être ordonné que par un retour à des gestions privées dans une série de domaines.

Au cours des mois, cependant, ces tentatives pour liquider les acquisitions essentielles du socialisme en Algérie ont été mises en échec pour plusieurs raisons. D'abord, le gouvernement, réprimant les partisans de Ben Bella et les courants révolutionnaires intérieurs ou extérieurs au F.L.N., s'est vite heurté à une résistance populaire qu'il ne pouvait briser par l'action du parti (toujours inexistant), et qu'il était dangereux d'affronter exclusivement avec des forces militaires et policières. Les étudiants d'Alger, en particulier, et les syndicats de l'U.G.T.A., n'ont cessé depuis juillet dernier, de manifester leur méfiance, et même leur indignation et leur détermination révolutionnaire devant tout ce qui paraissait de nature à renforcer le patronat privé et les entreprises du capitalisme extérieur (même camouflé sous les couleurs de la « coopération » et les belles phrases gaullistes).

La détermination croissante des forces populaires socialistes, appuyée de démonstrations, de manifestations, de grèves mêmes et de pétitions de toutes sortes, a entraîné des remous dans le gouvernement, les cadres administratifs supérieurs et de nombreux militants du F.L.N., sans parler de l'U.G.T.A. La répression contre la gauche du F.L.N., contre les amis de

Ben Bella, contre des courants qui interprétaient, chacun à leur façon, les emprisonnements, ne pouvaient suffire à assurer au nouveau gouvernement une stabilité qu'il ne pouvait espérer trouver que dans une politique économique et sociale déterminée.

Les sollicitations françaises et celles d'un secteur privé qui se croyait à nouveau favorisé, entraînent d'abord des menaces sur le secteur autogéré agricole, puis sur des entreprises comme Hachette, chez les dockers, etc., Mais les réactions syndicales, à la campagne comme dans la capitale, furent vives. Le gouvernement Boumedienne fut amené à réaffirmer sa fidélité à la Charte d'Alger, à l'autogestion et au socialisme. Il dut réfréner les appétits des grands propriétaires fonciers, du gros commerce et des entrepreneurs. Après plusieurs mois d'hésitation, il dut choisir. Son choix s'est finalement porté dans deux directions à la fois, qui expliquent la situation actuelle.

D'un côté, il élargit la base économique de l'Etat par une extension du secteur nationalisé, notamment dans l'industrie et le crédit, donnant ainsi un développement socialiste. Il semble d'ailleurs que des conseillers soviétiques, tchèques et yougoslaves ne soient pas étrangers à cette évolution. Du même coup, l'Etat algérien devait commencer à remettre en cause les conditions pratiques de la « coopération » avec la France, qui couvrait « culturellement » une entreprise du capitalisme d'Etat et privé français qui risque de devenir une entrave à l'indépendance économique réelle. Les décisions récentes de nationalisation doivent donc être approuvées entièrement par les socialistes français et, pour notre part, nous les considérons comme une preuve que la révolution algérienne continue à évoluer sur le plan économique de façon positive.

Mais d'un autre côté, il est évident que le gouvernement Boumedienne mène cette politique d'une façon qui ne peut que lui attirer la méfiance ou l'hostilité des masses populaires. Car il la mène de façon bureaucratique, en renforçant toujours les pouvoirs de l'Etat, de l'administration, de l'armée et de la police, et sans y associer les organisations de travailleurs. Le parti n'étant qu'une armature administrative, les syndicats n'ayant pas de rôle actif, les communes et le Parlement n'existant plus comme organes délibératifs, la presse socialiste et populaire n'étant pas libre, il est évident qu'il se crée un fossé entre la gestion étatique et administrative de l'écono-

mie, même si elle affermit les bases du socialisme, et les aspirations socialistes et humaines des masses populaires.

C'est ce qui motive la réaction des courants révolutionnaires clandestins et le rapport du secrétariat général de l'U.G.T.A. présenté à la Commission exécutive des 21 et 22 mai. Que dit ce rapport ? « Pour nous, mal. Que dit ce rapport ? « Pour nous, le socialisme signifie politiquement : le pouvoir aux travailleurs ; économiquement : propriété collective des moyens de production, c'est-à-dire la fin de l'exploitation ». Mais quelle est la situation actuelle ? « Quel est le pouvoir exercé par ceux qui produisent ? Aucun, pas même dans le secteur autogéré... Les conseils communaux d'animation ne sont toujours pas installés. Le Conseil économique ne voit pas le jour... En matière de salaires et de traitements, le principe « à travail égal, salaire égal », reste à appliquer. Il existe une anarchie telle que le nomadisme empêche l'économie de fonctionner rationnellement et régulièrement. L'éventail des salaires va souvent de 1 à 15... Peut-on concevoir qu'un ouvrier agricole puisse travailler dans l'enthousiasme quand son salaire ne lui est pas payé des mois durant, alors que le fonctionnaire chargé de représenter l'Etat roule en voiture, portefeuille garni ? »

La situation en Algérie, la lutte pour le socialisme de l'autre côté de la Méditerranée, représente maintenant un élément déterminant de l'évolution du mouvement socialiste en France. Depuis la fin de la guerre d'Algérie et la chute du colonialisme ancien, trop de travailleurs et d'organisations ouvrières se sont désintéressés des problèmes de l'évolution algérienne. Pourtant, il est de plus en plus évident que cette évolution nous concerne directement. Non seulement parce que 500.000 citoyens algériens habitent la France et y travaillent, mais parce que leurs épreuves sont celles mêmes que nous connaissons, dans d'autres conditions.

Le socialisme des « pays industriels développés » n'est pas indépendant de celui des pays encore sous-développés. S'en remettre au gaullisme pour faire une politique « positive » dans le Tiers Monde, et notamment en Afrique, c'est désertir notre propre cause. Il nous faut animer de nouveau l'opinion devant les problèmes algériens, il faut travailler à reconstituer une coopération socialiste franco-algérienne, en dehors des ententes qui se nouent d'Etat à Etat.

Pierre Naville.

CUBA

Que signifie la mobilisation ?

En déclarant l'état d'alerte à La Havane, il y a quelques jours, Fidel Castro n'a pas été pris au sérieux dans nos pays européens. Rares sont, en effet, ceux qui pensent que les U.S.A. commettraient l'erreur d'intervenir militairement à Cuba alors qu'ils ont à faire face à la situation tendue du Vietnam. Par conséquent, on a jugé que les propos de Castro touchaient à la rodomontade et n'avaient en réalité pour but que de camoufler des difficultés internes politiques et économiques.

J'ai, ces derniers jours, longuement parlé de Cuba avec un ami latino-américain en exil à La Havane et présentement en mission en Europe de l'Est.

Voici les conclusions de nos discussions :

— Incontestablement, Cuba connaît des difficultés économiques et, le 6 février 1966 déjà, Fidel Castro le disait : « Cuba a souffert de la sécheresse la plus forte de ces soixante dernières années et sa production sera moins élevée que l'année précédente. De plus, le sucre, sur le marché mondial, a atteint les prix les plus bas de ces six dernières années, et les U.S.A. ont encore renforcé le blocus contre Cuba. »

« C'est ce qui explique la violence avec laquelle Fidel Castro s'est opposé au gouvernement chinois accusé d'avoir « trahi la bonne foi du peuple cubain », parce qu'il enverra, cette année, 115.000 tonnes de riz en moins qu'en 1965. Notons, à ce sujet, que Castro avait proposé d'exporter deux fois plus de tonnes de sucre qu'il ne recevrait de tonnes de riz. En vain, les Chinois, dans leur réponse, précisant :

« 1° Cette année, la récolte de sucre est bonne en Chine.

« 2° Cette année, la Chine a fini de rembourser, sous la même forme et grâce au sucre de Cuba, les 500.000 tonnes de sucre que l'U.R.S.S. lui avait prêtées en 1961.

« 3° Les tickets de rationnement du sucre ont été supprimés en Chine.

« 4° Il est nécessaire de créer des réserves de riz pour le cas où se produirait une agression de la part des impérialistes yankees.

« 5° Le riz est nécessaire à l'aide au Vietnam.

« 6° Le déficit dans la production d'autres céréales oblige la Chine à recourir aux importations du secteur capitaliste et à se servir du riz pour obtenir les devises nécessaires à ces importations. »

Autant de réponses qui, avec la fougue de Castro, lui ont fait conclure que, « en fait, le gouvernement chinois s'était rallié au blocus yankee imposé à Cuba ».

En un second temps, ce fut la dénonciation de la tentative d'ingérence politique de la Chine qui représentait la distribution de matériel de propagande à tous les échelons de l'armée cubaine.

Tout ceci se passait le 2 janvier et le 6 février 1966.

Depuis, il y a eu l'assassinat du soldat cubain.

Là, il faut bien comprendre l'état d'esprit des Cubains. Imaginez ce que représente pour le peuple cubain (Cuba est à 140 kilomètres de Miami) la présence sur son territoire d'une base militaire avec avions, porte-avions, vedettes, croiseurs... qui violent sans arrêt le périmètre géographique de leur zone. Et sachez que, chaque jour, les pires provocations sont faites par les militaires U.S. pour exacerber les Cubains, les mettre à bout, les amener à créer l'incl-

dent. Depuis la « baie des Cochons », les Cubains ont peur qu'une nouvelle tentative américaine s'appuie, cette fois, sur Guantanamo. Et ce n'est pas le souvenir de Saint-Domingue qui pourrait nous faire repousser cette éventualité.

Il est donc vrai qu'un réflexe de solidarité du peuple cubain repose à la fois sur :

— l'exploitation du réflexe national (non dénonçons la Chine) ;

— l'exploitation de la psychose de l'attaque des impérialistes (tuer un soldat cubain, c'est préparer une large attaque de l'île).

Si Castro, en tenant compte, décide de mobiliser troupes et milices, c'est sans doute parce que joue ce mécanisme nationaliste, mais c'est aussi parce qu'il peut reprendre en main, à travers toute l'île, le pouvoir politique quelque peu discuté.

Il est vrai que l'agriculture ne marche pas, que le rationnement dure et s'aggrave, que les pièces détachées manquent, que les voitures ne sont plus réparées, que les immeubles ne sont pas entretenus, que le pouvoir d'achat baisse... En un mot, qu'une vague de mécontentement s'amplifie. A l'exception des jeunes, choyés dans leur éducation, et des paysans, délivrés de leur servitude, il y a peu de professions qui ne trouvent à redire. Et les intellectuels, écartés de la discussion politique, se plaignent, dans leurs salons, de la « tournure » prise par le régime et de la « dictature » de Fidel, qui à lui seul assume les responsabilités du pouvoir...

Tout cela, Castro le sait. Sans doute, a-t-il estimé qu'il fallait distraire l'opinion publique de ces discussions. La conférence tricontinentale avait eu plus d'importance à l'extérieur de Cuba qu'à l'intérieur. A s'occuper des problèmes révolutionnaires dans le monde, Castro finissait par ne plus

voir les problèmes spécifiques de son pays.

A ce sujet, nous devrions dénoncer l'égoïsme des nations qui soutiennent les idées, glorifient les héros, s'identifient aux victoires des peuples opprimés... et puis laissent ceux-ci se débrouiller avec leurs difficultés ou alors utilisent l'aide qu'ils apportent à je ne sais quel chantage politique.

Oui, tout ne va pas bien à Cuba, et il est normal que l'enthousiasme tombe, que les critiques augmentent, que le pouvoir soit contesté et, par conséquent, se durcisse, que les oppositions s'organisent et que le pouvoir se défende. Oui, tout cela est inévitable.

Mais il y a, parlant de Cuba, deux faits que le temps estompe mais que nous croyons de notre devoir de rappeler :

— Cuba, avant la révolution, était une colonie des U.S.A., un peuple pauvre et esclave. Aujourd'hui, c'est un peuple libre qui affronte des problèmes de peuple libre dans une situation de blocus.

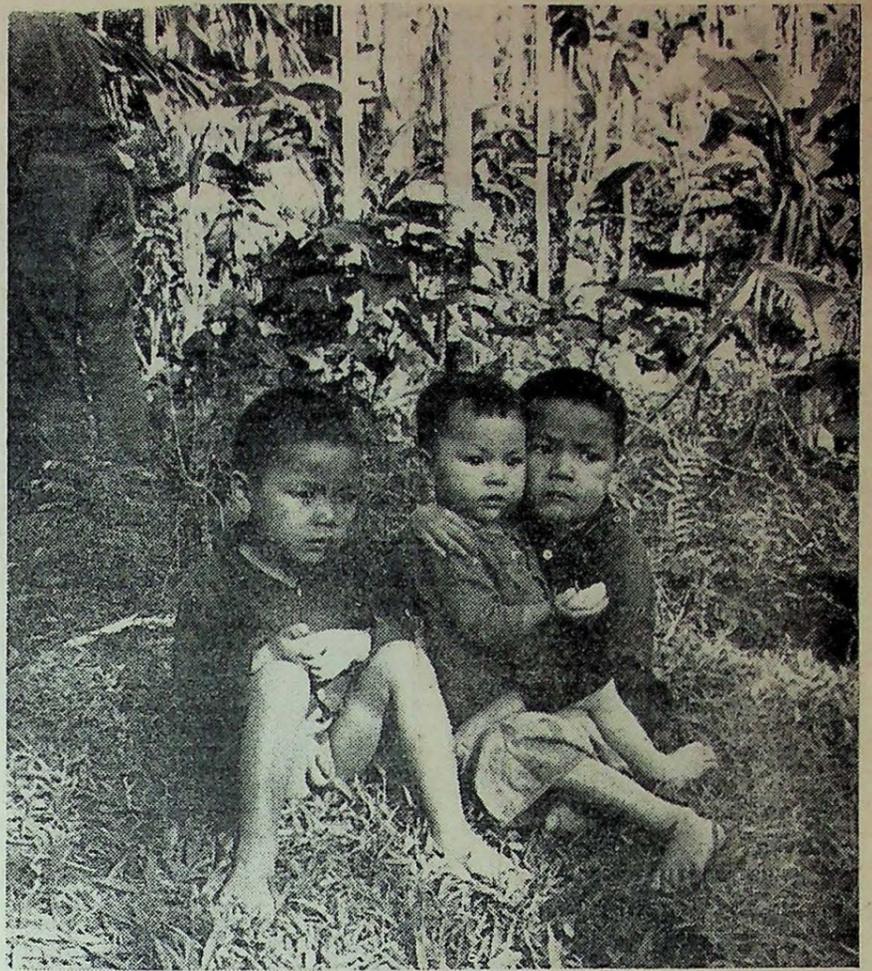
— Cuba est l'espérance des peuples d'Amérique latine qui, sous la tutelle des U.S.A., meurent de faim, sont exploités et misérables, mais luttent à armes inégales pour que la justice et la liberté triomphent.

Et si Cuba a des difficultés économiques, même si celles-ci dépendent d'erreurs dues au gouvernement cubain, il faut l'aider.

Que Castro dise la vérité. Et ses véritables amis, alors, devront ne pas seulement se contenter « d'approuver la révolution cubaine » ou « de saluer le camarade communiste Castro ».

Il faudra faire plus. L'ère des discours fait oublier souvent la véritable solidarité. Il est peut-être temps de sonner l'alarme.

Harris Puisais.



(Photo A.F.P.)

Des yeux à jamais dessillés...

La guerre du Vietnam

Notre responsabilité

I. — Pourquoi nous devons faire quelque chose

Le problème reste posé : nous devons faire quelque chose (1). Non seulement parce que la guerre du Vietnam représente un danger physique pour le reste du monde, à l'ère nucléaire — façon égoïste mais valable, certes, de poser le problème. Mais aussi parce que cette guerre représente un danger peut-être plus grand encore à nos yeux, parce que plus actuel, celui de l'oppression de tous les peuples qui se veulent libres : elle est un test, la preuve que l'impérialisme des Etats-Unis est en train de développer une volonté déterminée d'empêcher à travers le monde toute révolution, ou toute évolution démocratique et sociale.

Il est évident que le Vietnam est un seul pays, Nord et Sud, et que les Américains en soutenant contre la volonté populaire le régime de Diem, qui satisfaisait à bon compte leur anticolonialisme à sens unique, puis tous les gouvernements militaires ou civilo-militaires qui se sont succédés depuis à Saigon, sont responsables du viol des accords de Genève qui prévoyaient les élections libres et la réunification, réunification qui est plus lointaine que jamais.

Il est évident que les Américains sont engagés au Vietnam de par leur seule volonté et nullement par celle des Vietnamiens ; que les gouvernements fantoches qu'ils montent et démontent demandent leur aide contre le Nord ne peut faire illusion, pas même aux autorités américaines qui savent bien que c'est leurs dollars qui intéressent militaires et bourgeois vietnamiens. Les Américains sont responsables de la guerre au Vietnam.

Les Américains sont responsables de l'escalade et du génocide qu'ils entreprennent ; il ne fait aucun doute que, si la guerre du Vietnam dure encore quelques années, il ne restera plus beaucoup de Vietnamiens à protéger sous des tapis de bombes.

La vérité est que les Américains n'ont aucune solution de rechange à apporter aux mouvements socialistes qui risquent de se développer, ils le savent, non seulement en Asie du Sud-Est, mais dans toute l'Asie, mais à leur porte, en Amérique latine, et partout où les véritables problèmes sont la misère et la faim. Aucune autre solution que la force brutale et la violence. Et pourtant, malgré l'énorme puissance américaine, il apparaît — sauf le risque du génocide — qu'un petit peuple sans grandes ressources peut résister — au prix de quelles misères ? — au « gros bâton » améri-

cain, peut tenir... peut-être assez longtemps pour émouvoir le reste du monde ?

Comment pourrions-nous rester insensibles — non pas même parce que nous sommes socialistes, mais par simple fraternité humaine — comment pourrions-nous nous taire devant ce qui se passe au Vietnam ? Certes, nous savons bien que les Vietcong reçoivent des armes et des jeunes gens du Nord-Vietnam ; ne sont-ils pas tous un même peuple ? Mais nier que le Vietcong représente la majorité des Sud-Vietnamiens, et refuser sous ce prétexte de discuter avec lui, alors qu'il tient les Etats-Unis en échec avec toute leur puissance militaire et autre — continuer à voir une « agression » du Nord contre le Sud dans le mouvement de résistance qui s'est développé contre le régime Diem — aucun de ces prétextes ne résiste à l'écrasante réalité : que la plus grande puissance du monde, avec ses 190 millions d'habitants et son très haut degré de développement scientifique et technique, bombarde sans répit un petit pays sous-développé et misérable, le brûle et le ravage, tue ses habitants par dizaines de milliers.

Comment oserions-nous dire que ces hommes ne nous intéressent pas ! Certes le Vietnam est loin, les Vietnamiens ne nous ressemblent pas, ils parlent une autre langue... Comment oserions-nous dire qu'un enfant au visage brûlé de napalm, qu'un homme que l'on torture, ne nous ressemble pas ! Le peuple vietnamien est un des plus anciens du monde. Sa civilisation est une des plus vieilles du monde. La nation vietnamienne remonte vraisemblablement au X^e siècle. Les Vietnamiens, le sait-on assez ? n'ont jamais accepté aucune domination, qu'elle fût chinoise, française, aujourd'hui américaine.

Le vrai problème au Vietnam — et comment oserions-nous dire qu'il ne nous concerne pas ? — c'est la faim ; c'est que près de la moitié des enfants meurent avant l'âge de cinq ans... C'est l'ignorance ; c'est le sous-développement. Au Nord, on avait construit des co-opératives, des chemins de fer, des digues, des écoles. Qu'en restera-t-il dans quelques années ? Qu'en reste-t-il déjà aujourd'hui ? Le paysan vietnamien a tous les jours eu pour ennemi le ciel qui lui dispense les tornades, les inondations ou la sécheresse. Mais aujourd'hui, il en pleut des bombes et de l'essence enflammée. Croyez-vous qu'il puisse vaincre seul ce fléau ?

Ne rien faire, voyez-vous, c'est se rendre complices. Et il ne faut pas croire que dans cette lutte nous soyons isolés. C'est même d'Amérique que

nous vient l'impulsion la plus forte dans cette lutte pour la paix. Ce mouvement d'opinion s'est d'abord manifesté chez les intellectuels, et c'est dans les Universités que se sont tenues les premières conférences contre la guerre au Vietnam. Spontanément des professeurs ont appelé leurs étudiants à discuter librement dans l'enceinte des facultés. Puis des communautés religieuses ont exprimé leurs doutes sur l'action « pacificatrice » de l'Amérique au Vietnam ; aucune Eglise américaine n'échappe aujourd'hui à la discussion à propos de la guerre américaine. Les sinologues américains entendus par la Commission des Affaires étrangères du Sénat américain, et en particulier le plus célèbre et le plus écouté, le professeur Fairbanks, ont critiqué la bonne conscience des Américains qui se font « promener en pousse-pousse tout en gardant la conscience politique d'un démocrate farouchement égalitaire ». De grands journaux des Etats-Unis ont pris parti contre la guerre, en particulier le *New York Times*. Au Sénat même, le groupe Fulbright-Mansfield s'oppose dans un sens modérateur aux initiatives du président Johnson ; et depuis peu Robert Kennedy, le frère de l'ancien président, s'est placé en tête de la lutte pour la paix au Vietnam.

L'opinion publique américaine n'est certes pas encore ébranlée par cette crise de conscience ; mais elle commence à être désorientée par cette guerre où part le contingent ; elle risque de l'être davantage si on lui demande de plus en plus son argent et ses garçons. Et la Maison Blanche tient — c'est connu — un grand compte de l'opinion lorsqu'elle ne parvient plus à la modifier à son avantage.

Par ailleurs, l'opinion européenne peut avoir une influence sérieuse sur la politique américaine, dans la mesure où elle oblige les Américains à perdre cette bonne conscience sans laquelle ils ne peuvent agir, surtout lorsque cette opinion est celle de peuples proches d'eux par la civilisation. Elle n'a guère bougé pour l'instant, sinon un peu en Suède — et surtout en France. Mais nous devons essayer de la réveiller. Comme nous devons appuyer les pacifistes américains. Et nous pouvons le faire.

II. — Que pouvons-nous faire ?

Les principes sur lesquels nous pouvons nous appuyer sont simples. Les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes ; pourquoi pas le Vietnam ? Le Vietnam n'est qu'un seul peuple ; ce peuple est coupé en deux et le demeure à cause d'interventions étrangères ; les Vietnamiens ont le droit de reconstruire leur unité dans des élections libres. Pour cela il faut que les troupes étrangères quittent le pays. Et pour y parvenir, il faut négocier — et négocier avec ceux qui se battent. Une neutralisation du pays paraît une base de discussion réaliste,

qui permettrait aux Américains de sauver la face.

Les moyens aussi sont simples. Il existe déjà en France diverses associations et groupements, politiques ou non, qui luttent pour la paix au Vietnam, et qui ont déjà entamé une campagne d'opinion : le collectif intersyndical d'action pour la paix au Vietnam regroupant des syndicats universitaires ; le Mouvement de la Paix ; le Parti communiste ; les groupes non-violents ; le Parti socialiste unifié ; divers comités régionaux. Il faut que ces divers mouvements s'efforcent plus encore d'agir ensemble, d'agir encore plus, séparément ou ensemble. Il faut afficher, tenir des réunions d'information, manifester chaque fois que c'est possible. Il faut faire preuve d'imagination dans les techniques de propagande : manifestations silencieuses, défilés d'hommes-sandwiches, colloques réunissant des personnes d'un même milieu professionnel : par exemple médecins, ou enseignants, ou avocats et juristes, ou responsables syndicaux de telle ou telle branche d'activité en contact sous une forme ou une autre avec les Américains ; lettres adressées ou portées aux consulats des Etats-Unis ; organisation de rallies de propagande ; organisation de distributions de documents d'information (par exemple photographiques) aux automobilistes sur les routes, etc. En bref, profiter au maximum de la relative bienveillance, maintenant évidente, des autorités préfectorales, de la police (en province) et du gouvernement qui ne peut renier sa propre politique. Les formes précises demandent à être étudiées localement, dans chaque cas, mais d'ores et déjà, il semble qu'on puisse aller plus loin, ne serait-ce qu'en généralisant les types d'action déjà expérimentés à Paris.

Germaine Pivasset.

(1) Voir T.S. n° 286, 287 et 289.

Fin

Après Grenoble

Pierre Beregovoy rendra compte des travaux de la Rencontre socialiste de Grenoble, le vendredi 10 juin, à 21 h, à la mairie de Beauvais.

—O—

Le Comité de la Rencontre socialiste organise un compte rendu des travaux de Grenoble, le 17 juin à 21 heures, salle Emile-Martin, rue du Carré-du-Roi à Montpellier.

Après une introduction sur le sens de la rencontre, les camarades ayant participé aux différentes commissions présenteront le contenu des rapports introductifs et les principaux débats qu'ils ont suscités. Une discussion permettra ensuite d'envisager le travail à poursuivre à Montpellier.

MORBIHAN

15.000 travailleurs manifestent à Vannes

Le département du Morbihan, représenté traditionnellement, dans sa très grande majorité, par des élus de droite et d'extrême-droite, se place ce bon dernier ; les statistiques nous le prouvent, dans la liste des départements français, au point de vue économique, social et sanitaire.

Aujourd'hui, le Morbihan fournit un ministre au gouvernement gaulliste, et quel ministre !... Celui de l'Industrie, en la personne de M. Marcellin, maire de Vannes, et il y a quelques jours, nous apprenions que le gouvernement avait décidé la fermeture de la seule industrie lourde de Bretagne : les Forges d'Hennebont, et la création d'une semblable au pays du Premier ministre.

Le problème d'Hennebont

Il se trouve posé depuis plusieurs années : les syndicats et toutes les organisations démocratiques et populaires de Bretagne, unanimes, ont proposé un plan de modernisation de ces forges. Devant la mauvaise volonté des capitalistes sidérurgistes, la nationalisation s'imposait.

Le maintien de cette entreprise aurait permis l'implantation d'usines nouvelles sérieuses en Bretagne, utilisant la production des Forges d'Hennebont.

Réaction des syndicats

Devant cette situation catastrophique, les syndicats se sont mis d'accord pour entreprendre diverses actions :

1°) L'an dernier, le 8 avril 1965, à la suite de nombreux licenciements et fermetures d'entreprises (aviculture, conserveries...), les syndicats organisaient une manifestation sur Paris.

2°) Cette année, l'action continue : le comité intersyndical C.F.D.T.-C.G.T.-F.O. et F.E.N. a mis au point une série de protestations en vue d'obtenir la suppression des abattements de zone : véritable impôt supplémentaire payé par les régions les plus déshéritées (pétitions, tracts, affiches, lettres aux parlementaires et élus locaux, et manifestation publique).

Cette action avait le soutien des organisations familiales et de l'union des commerçants.

3°) Samedi dernier 4 juin, le Comité intersyndical, soutenu par les divers partis de la gauche, organisait une grande manifestation à Vannes.

Cette manifestation fut une réussite allant au-delà des prévisions les plus optimistes : une foule de 15.000 manifestants, responsables en tête, traversa la ville pour se rendre à la préfecture aux cris de : « Marcellin, démission », « non à la déportation ».

Au cours du défilé, une multitude

de banderoles, portant les revendications des travailleurs, émergèrent de la foule. Celle du C.N.S.A. affirmait la solidarité des jeunes agriculteurs dans la lutte pour le plein emploi et la sauvegarde de leur région.

Avant le défilé, les secrétaires départementaux des quatre syndicats organisateurs prirent la parole.

Pour la C.F.D.T., Laurent, dans un exposé très détaillé, parle du problème de l'emploi.

« Actuellement, le travail n'est plus



Ils étaient des milliers à montrer leur colère.

garanti à tous, et cela depuis quelques années ; aussi, l'inquiétude et l'angoisse sont-elles le fait de nombreuses familles » (1.000 suppressions depuis deux ans).

Pour tenter de justifier sa politique au sujet de la fermeture des Forges d'Hennebont, le gouvernement diffuse un luxueux livre blanc. Le secrétaire de la C.F.D.T. remarque :

« Ces chiffres avaient pour but de frapper l'imagination des gens ; l'objectif n'avait été que de briser la solidarité entre la population morbihannaise et celle des forges ».

Ces 1.400 ouvriers d'Hennebont ne croient plus aux belles promesses préélectorales ou faites en période de crises... Halstom devait s'installer auprès de Lorient : un terrain fut aménagé à grands frais, mais l'usine ne fut jamais construite.

L'orateur nous rappelle que, chaque année, dans le Morbihan, 3.700 agriculteurs quittent la terre. Ce mouvement ne peut aller qu'en s'amplifiant. Et pendant ce temps-là, que fait-on pour eux ? Rien...

A cette situation, Laurent ne voit que deux solutions :

1°) La déportation des ouvriers et des paysans, avec tous les drames humains et les frais que la société devra supporter pour la rendre possible ;

2°) Une vraie politique d'investissement et de développement régional, au service de l'homme.

Il conclut en affirmant que les Bretons sont sacrifiés et qu'ils ont moins que jamais vocation de nomades.

« Les usines doivent venir à nous ; les responsables seront jugés à leurs actes ».

Puis, Piriou, pour la C.G.T., traite du problème des salaires :

Il rappelle que le V^e Plan rejette toute industrialisation sérieuse de notre région.

« Le salaire moyen annuel pour la région parisienne était, en 1963, de 13.390 F, 7.990 pour la Bretagne, et 7.550 pour le Morbihan ; nous subissons un décalage de 77 % par rapport à la région parisienne, 34 % par rapport à la moyenne de la France, 4,47 % par rapport à la moyenne des salaires bretons ».

L'orateur nous précise que 50,6 % des salariés du Morbihan ont un gain net inférieur à 500 F par mois et, de ce fait, plusieurs familles du département mériteraient d'avoir les honneurs des « coulisses de l'exploit ».

Dervaut pour la F.E.N., apporte le soutien du personnel de l'Education nationale à la lutte menée par les ouvriers pour assurer l'avenir de leurs enfants.

Il souligne que les instituteurs ont contribué à la vente des vignettes dans les moindres localités du département, et que les enseignants de la région d'Hennebont ont, le samedi après-midi, assuré des garderies pour les enfants des ouvriers venus à Vannes.

A la fin du défilé, nous apprenions, sous un tonnerre d'applaudissements, que les élèves des Ecoles normales de la ville, pour manifester leur solidarité, faisaient la grève de la faim.

Le secrétaire de la F.E.N. condamne la réforme de l'enseignement, qu'il qualifie d'utilitaire sans talent. Il ironise sur la stabilité ministérielle ; il souhaiterait qu'elle soit accompagnée d'une stabilité des idées.

Il fait le rapprochement entre la fermeture des écoles de campagne et les licenciements, en montrant que les deux choses sont liées.

Aux demandes budgétaires formu-

le pouvoir d'achat des salariés et des retraités morbihannais. En conséquence, en participant en masse au rassemblement départemental de ce samedi 4 juin, les travailleurs morbihannais en lutte pour leur droit au travail et pour le droit à une vie décente pour leurs familles ;

« Réclament avec la plus grande énergie :

— le plein-emploi, le maintien des industries existantes et l'industrialisation effective ;

— la revalorisation de leur pouvoir d'achat par l'augmentation des salaires, retraites et pensions, et la réduction des impôts ;

— la suppression des abattements de zones et des disparités régionales de salaires ;

— la réduction du temps de travail sans diminution de salaire et l'avancement de l'âge de la retraite ;

— l'accroissement des crédits de l'Education nationale (constructions, équipements, amélioration des conditions de travail des maîtres et des élèves à tous les niveaux) ;

— le respect des libertés syndicales ;

« Se déclarent prêts à poursuivre la lutte, tous ensemble, pour contraindre le gouvernement à satisfaire les légitimes revendications des travailleurs morbihannais ».

Au moment de la dispersion ordonnée par les responsables syndicaux, des cris hostiles au gouvernement fusèrent de toutes parts, et les délégués syndicaux durent user de tout leur pouvoir de persuasion pour contraindre à la discipline plusieurs centaines de manifestants décidés à des actions plus violentes (envahissement de la préfecture). Dans l'assistance, on pouvait entendre les ouvriers d'Hennebont préconiser des actions plus énergiques, et on peut d'ores et déjà prévoir que ce rassemblement n'est qu'une étape vers d'autres manifestations plus violentes.

Les organisations politiques de gauche peuvent se féliciter de l'attitude énergique des travailleurs à l'égard des princes qui nous gouvernent, mais elles se doivent, dans l'unité, de rechercher des solutions aux problèmes posés. Le P.S.U., pour sa part, contribuera de toutes ses forces à l'élaboration du programme commun à perspective socialiste.

Section P.S.U. de Vannes

P.S. — En dernière minute, nous apprenons que la décision des élèves de l'Ecole normale de faire la grève de la faim allait s'étendre à tous les établissements scolaires de la ville de Vannes. Le prix des repas serait versé au Comité de défense des Forges d'Hennebont.

Stage de l'ADELS

L'ADELS organise, du 4 au 10 septembre, dans un cadre agréable et à des conditions particulièrement intéressantes, un stage sur « Les communes et les problèmes d'aujourd'hui ».

Ouvert à tous, ce stage est spécialement destiné aux élus et animateurs locaux, aux militants culturels, travailleurs sociaux, enseignants, qui veulent acquérir une plus grande compétence pour être à même de jouer un rôle actif sur le plan communal.

Trois thèmes ont été en principe retenus :

- L'organisation administrative et la démocratie locale ;
- Les finances locales ;
- Le développement culturel communal.

Conditions : frais de séjour (inscription, hébergement, nourriture) ; 50 F. Remboursement de 50 % des frais de transport (75 % pour les enseignants en exercice). Bénéfice du congé cadre jeunesse, avec bourse de 100 F) pour les moins de 25 ans (et, sous certaines conditions, pour les plus de 25 ans).

UN PARTI DE LA GAUCHE : LE P.S.U.

On peut commander le livre de Guy Nania, *Un Parti de la gauche : le P.S.U., préfacé par Edouard Depreux, à l'administration de Tribune Socialiste, 54, boulevard Garibaldi.*

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Directeur adjoint : GERARD CONSTANT

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV)
Tél. : SUF 19-20

Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV)
Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9^e)

THÉÂTRE

Des roses pour Wilson



Georges WILSON : quelques envolées lyriques.

« **POUSSIÈRE POURPRE** », de Sean O'Casey, mis en scène par Georges Wilson au T.N.P., c'est le rougeolement du passé où le sang des révolutions se mêle à la pourpre des rois d'Irlande. C'est ce passé, à la fois grandiose et révolu, que deux Anglais, un « self made man » victorien (Wilson) et un esthète oxfordien (Pascal Mazzotti), viennent quêter dans une historique demeure irlandaise. Commencée en partie de campagne, l'histoire va s'achever en apocalypse, les hommes et les éléments conspirant pour expulser ces corps étrangers. Trompés par les paysans qui leur vendent des rêves, les maçons qui leur volent leurs femmes dans cette ruine prête à s'écrouler, la misère viendra balayer le reste à la saison des pluies. L'eau va pouvoir se retirer, les fleuves et les femmes s'épanouir : l'intrus a été mis dehors. On retrouve, une fois de plus, deux constantes du théâtre irlandais : l'amour de la terre, du menu peuple des bords de la Liffey et le mépris pour l'Anglais, prétextes à des trésors d'espéglerie et de poésie. En fait, si le lyrisme est profond, l'humour reste assez sommaire et la thèse tourne court. Pour chanter juste, il ne suffit pas d'être Irlandais. A la limite les victimes de l'auteur suscitent la sympathie à force d'être pitoyables, ou la réserve par leur manque de vraisemblance. Aveuglé par le détail,

O'Casey manque l'universel et ne pourfend que des prêtres ou des bourgeois là où son confrère Brendan Behan, à travers l'Angleterre, s'en prend à toute l'humaine condition.

De cette enluminure irlandaise où le message a moins de prix que les floraisons du texte, Wilson a tiré une mise en scène efficace où quelques airs de flûte — habilement placés par Georges Delerue — soulignent avec délicatesse d'incessantes envolées lyriques. « L'eau vraie » obsède décidément ce metteur en scène qui en éclabousse tous ses spectacles. Il pleut derrière les solides décors de Jacques Le Marque, mais la musique est jolie à l'oreille. Dans un éclair assourdissant va apparaître Georges Riquier, impressionnant receveur des postes, traité comme une nouvelle statue du Commandeur. Il va broyer la main de Sganarelle-Wilson, tremblant dans son short britannique, abandonné par tous, y compris par son insolente maîtresse (Judith Magre) qui a suivi un des maçons. Enfin, on retrouve avec le même plaisir les accents plaintifs de Raimbourg dans le rôle d'un ouvrier plus bavard que sérieux, comme à l'ordinaire. Bref, un bon spectacle à entendre, mais pas trop à penser.

Jean Helms.

CINÉMA

« La guerre est finie »

Il est une critique qui se veut tellement dans le vent — à gauche comme à droite — qu'elle n'a plus comme arguments que les exclusives. Les nouveaux venus furieusement découverts et défendus se voient tout aussi rapidement exclus du cercle des admirateurs.

On ne peut, semble-t-il, aimer tout à la fois Lelouch et Resnais. C'est pourtant ce qui m'arrive, n'en déplaise à ceux qui, au nom du premier, viennent de répéter le second. L'affaire est d'autant plus surprenante, que Resnais vient de faire un de ses films les plus achevés, sur un sujet éminemment difficile. Et s'il est vrai, que son film est plus classique dans sa forme que les précédents, il faut être d'une singulière mauvaise foi, pour ne pas saluer la maîtrise de l'écriture, et la signification profonde dans l'évolution de Resnais de ce film. A ce titre au moins, « La guerre

est finie » méritait une étude sérieuse (soit dit en passant quand, évoquant certaines scènes du film, on parle comme M. Cournot « d'amour à la Duvivier », on fait une jolie phrase, mais qui ne veut strictement rien dire. A moins qu'on n'ait vu aucun des films de Duvivier.)

Ce n'est pourtant pas sur cet aspect du film que je voudrais insister.

En réalité, nombre de critiques ou de spectateurs qui se croyaient avertis ont été choqués par les problèmes politiques que soulève le film.

Pour tout dire si « L'Espagne au cœur » du poète fut une formule belle et politique à la fois, elle a aujourd'hui, compte tenu de l'histoire et de nos responsabilités dans la situation de l'Espagne d'aujourd'hui, quelque chose d'indecent. Mais en outre elle fait écran, et empêche littéralement à beaucoup de voir les mutations en profondeur de la société espagnole.

Diego, héros du film, lui, les perçoit puisque en missions fréquentes en Espagne, et c'est en fonction d'elles qu'il juge les méthodes de lutte proposées et les estime inadaptées à la nouvelle situation. Qu'il en souffre, c'est l'évidence. Mais pas en fonction d'une simple divergence entre l'opposition intérieure et l'émigration. Plus profondément, au niveau du gaspillage des forces, et des hommes qui s'usent dans un combat douteux. C'est

cette angoisse qui pèse physiquement tout au long du film. Tous les détails de la vie du clandestin en prennent une dimension nouvelle. Car ce clandestin-là, qui fait son métier de révolutionnaire depuis de longues années, doute pour la première fois, non du sens général de la lutte, mais du cadre dans lequel elle est enfermée. C'est cette réévaluation qui est le thème central de l'œuvre.

« La guerre est finie », film politique, est donc aussi un film adulte. Ici se démystifie la romance, le lyrisme. Il reste des hommes durs, qui se battent durement, qui se débattent parfois dans d'inextricables contradictions. On est loin effective-

ment de l'imagerie de nombre de films consacrés à ces thèmes.

Ce qui n'enlève ni chaleur, ni émotion, ni complexité aux personnages. Pas même à ce « responsable » admirablement silhouetté par Jean Dasté, au cours de la discussion décisive du film.

La place me manque pour dire tous les autres mérites du film. Qu'il s'agisse des images de Sacha Vierny, des dialogues d'une étonnante justesse de Jorge Semprun, de l'interprétation d'Yves Montand, Ingrid Thulin, Gérard Séty, Jean Bouise, etc.

Un grand, un très grand film.

Marc Echeverry.

Vient de paraître

● **Otto Georges Weiss : LA ROUTE DE BERLIN**, 320 p. Edit. « La Diffusion ».

Dix jours pour provoquer et déjouer la plus terrible provocation à la troisième grande guerre... Tel est le thème de « La Route de Berlin ».

Malgré sa forme romanesque et attrayante, le livre d'Otto Georges Weiss est un terrible réquisitoire appuyé par une documentation accablante. Il met le lecteur en face d'une réalité, qu'une propagande mensongère cherche à cacher aux Français depuis plus de quinze ans.

Un livre passionné, courageux et sans complaisance.

● **MEHDI BEN BARKA : « Option révolutionnaire au Maroc »**, François Mas-

péro, 164 pages, 12,30 F.

Le grand public, sinon même le public militant, ne connaît de Ben Barka que cette légende qu'aura voulu lui tresser la grande presse plus attachée aux mythes qu'aux réalités. Ben Barka, le leader politique, l'homme de gauche, l'analyste engagé, qui le connaît ? Pourtant, si Ben Barka n'avait été tout ceci, il y a beaucoup de chance à parier que nul n'eût songé à attenter à ses jours ! Le meilleur hommage à rendre à Ben Barka ne serait-il pas de le lire et de le méditer ! Un ensemble de textes sur le Maroc et sur l'Afrique forment l'ossature de ce recueil qui constitue la plus complète introduction à l'œuvre de Ben Barka.

MUSIQUE

Haendel, à Versailles

Les nuits de mai sont douces à Versailles que le festival embellit d'harmonies haendéliennes. C'est un des privilèges de ce festival que de nous offrir chaque année, dans un cadre approprié, un opéra de Haendel ou de Monteverdi.

« Acis et Galatée » (1) ne fait pas partie des quarante opéras de l'auteur du « Messie » ; il s'agit plutôt d'une pastorale qui se situerait entre la cantate mythologique et la tragédie lyrique. Haendel n'a jamais prétendu bouleverser les conventions admises dans la première moitié du XVIII^e siècle, il ne faut donc attendre d'« Acis » qu'un pur plaisir musical rehaussé d'étonnants accents dramatiques tels que le chœur introductif du deuxième acte ou celui qui suit la mort du berger. Monteverdi n'est alors pas loin.

Seule une mise en scène élégante et discrète convenait à cette œuvre qui nécessite des chanteurs sensibles et cultivés. On ne peut que complimenter l'orchestre, les quinze choristes et les quatre solistes de l'English Opera Group dont je voudrais détacher Elisabeth Harewood qui m'a rappelé Schwarzkopf, jeune.

Quittant Versailles, j'ai pensé aux grands opéras de Haendel : « Alcina » et « Jules César », dont les qualités vocales et dramatiques conviendraient au style du festival d'Aix ; Haendel y a sa place, entre Mozart, Debussy et Monteverdi ; il contribuerait utilement au renouvellement du répertoire d'un des festivals les plus ensorcelants et les moins chers d'Europe.

B. Sizaire.

(1) Il existe un enregistrement intégral dirigé par Adrian Boult, un spécialiste, et chanté par l'extraordinaire Joan Sutherland (2 disques Oiseau-Lyre).

L'ouvrage qui dit le premier la vérité sur Verdun et sur Pétain

Après l'Histoire de la Guerre 39-45 la Librairie Pilote vous offre l'autre œuvre, aussi célèbre, de **GALTIER-BOISSIERE**

HISTOIRE DE LA GRANDE GUERRE 14-18

L'OPINION DE LA PRESSE
 Pour la première fois, le texte intégral de Jean Galtier-Boissière paraît en volume et on ne peut que s'en réjouir. D'autant plus que ce bel ouvrage est très abondamment illustré. (Le Parisien Libéré). L'un des plus beaux livres publiés sur la guerre de 1914-1918 (La Voix du Combattant). Un des plus grands documents de notre époque. Un livre courageux, un beau livre français. (La Vie des Mémoires). Ce livre a fait scandale mais il n'a jamais été attaqué par les hommes mis en cause : on n'attaque pas la vérité. (Paris-Presses).

On sait quel extraordinaire succès vient d'avoir l'Histoire de la Guerre 39-45 de Galtier-Boissière, cet ouvrage qui a déplié à tous... sauf à ceux qui aiment la vérité et le talent ! Voici maintenant l'HISTOIRE DE LA GRANDE GUERRE dans le même format 21 x 18 mais en un seul volume de 506 pages, relié toile bleu-horizon et illustré de 250 photos et de dessins de Dunoyer de Segonzac. Publié d'abord en plusieurs numéros du Crapouillot aujourd'hui introuvables, ce « prodigieux bouquin » (écrit La Presse) qu'anime une seule haine : celle de la guerre, révèle tous les secrets de celle de 14-18, et, démontant les ressorts cachés de cette monstrueuse machine à broyer les hommes, délaire d'un jour impitoyable « la sanglante éternité » comme disait Lyautoy, qui nous vaut les massacres de Verdun et du Chemin des Dames. Et cette œuvre d'un historien anti-conformiste a aussi la valeur d'un témoignage : la vie des tranchées qu'il décrit, le soldat Jean Galtier-Boissière l'a cruellement vécue dans son héroïsme quotidien et c'est ce qui donne à son œuvre un accent inimitable de vérité. La Librairie Pilote vous adressera pour examen gratuit, avec droit de retour dans les 5 jours, soit l'HISTOIRE DE LA GRANDE GUERRE (payable ensuite, si vous gardez le volume, comptant 45 Fr. ou en 3 versements de 16 Fr.) soit l'HISTOIRE DE LA GUERRE 39-45 en 2 volumes (les 2 : 96 Fr. comptant ou 3 versements de 33 Fr.) soit les 2 ouvrages ensemble (3 volumes, comptant 141 Fr., ou 3 versements de 49 Fr.). Hâtez-vous donc avant qu'ils soient épuisés, de demander ces beaux ouvrages qui doivent figurer dans la bibliothèque de tout esprit libre et de tout ami de la Paix.

BON pour examen gratuit à adresser à la **LIBRAIRIE PILOTE**, 22, rue de Grenelle, Paris 7^e

Veuillez m'envoyer (1) l'Histoire de la Grande Guerre 14-18 (2) l'Histoire de la Guerre 39-45 (3) les 2 ouvrages ensemble. Si je ne renvoie pas dans les 5 jours les volumes intacts dans leur emballage d'origine, je vous réglerai par chèque chèque postal à V.C.C.P. Paris 13905-31 mandat :

dans le 1^{er} cas comptant 45 Fr. la 1^{ère} de 3 mensualités de 16 Fr. ; dans le 2^{ème} cas comptant 96 Fr. la 1^{ère} de 3 mensualités de 33 Fr. ; dans le 3^{ème} cas comptant 141 Fr. la 1^{ère} de 3 mensualités de 49 Fr.

Nom Profession

Adresse

C.C.P. ou cpte bancaire

..... Signature T.S. 6-2

PANTHEON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Les poings dans les poches

TUNISIE : 10 ANS D'INDÉPENDANCE

Qu'un pays d'Afrique fête son émancipation de la tutelle coloniale, c'est aujourd'hui un événement banal. Mais rares sont ceux qui n'ont pas connu depuis leur libération de graves déchirements intérieurs et où le pouvoir est encore détenu par le parti et l'homme qui avait conduit la lutte contre la puissance colonisatrice.

La Tunisie est l'une de ces exceptions. Elle vient de fêter le dixième anniversaire de son accession à l'indépendance. Celle-ci fut en effet proclamée en 1956. Du côté français, la dernière phase des négociations avait été conduite par Alain Savary, alors secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. Du côté tunisien, le mouvement national était animé par un parti, le Néo-Destour ; celui qui l'avait fondé peu après 1930, Habib Bourguiba, en était encore le leader. Il est aujourd'hui le Président de la République tunisienne, régime instauré peu après la proclamation de l'indépendance.

Sans doute tout un concours de circonstances complexes explique-t-il une continuité aussi exceptionnelle. Nul doute cependant que la personnalité de Habib Bourguiba n'ait très fortement contribué à donner à l'émancipation de la Tunisie et à son évolution ultérieure leurs caractères originaux.

Habib Bourguiba est l'homme de la patience et du compromis. Il ne renonce jamais à atteindre le but qu'il s'est fixé. Mais, s'il rencontre des obstacles et s'il a conscience qu'il n'a pas les moyens de les abattre immédiatement ou qu'il risque de provoquer une crise grave pour son pays, il sait temporiser. La manière même dont il est parvenu à mettre fin au régime du protectorat en est une preuve et je pense à ce propos évoquer des souvenirs person-

nels pour avoir été mêlé d'assez près aux événements.

Habib Bourguiba a assurément toujours voulu conduire son pays à la pleine indépendance. Mais, mesurant ses forces, il envisageait d'accepter des phases intermédiaires et une décolonisation progressive.

par
Robert VERDIER

C'est la tactique qu'il m'expliqua avec une franchise et une lucidité remarquables lorsque je le rencontrai pour la première fois. C'était en juin 1952. Depuis le début de l'année précédente, à la suite de manifestations assez violentes à Tunis, une sévère répression était organisée par les autorités du protectorat. Le parti du Néo-Destour était déclaré interdit. Ses leaders étaient en résidence forcée. Habib Bourguiba était détenu dans un îlot à quatre heures de navigation de la capitale, La Galite. Le mouvement d'émancipation nationale semblait totalement désorganisé. Les autorités coloniales se croyaient triomphantes et assurées de l'avenir. Je me souviens encore du propos que m'a tenu le Résident général lorsque je lui fis part de mon intention d'avoir un entretien avec le leader du Néo-Destour : « A quoi bon, me dit-il ? Il ne joue plus aucun rôle. Le peuple tunisien l'a oublié. »

Habib Bourguiba, lorsque je le rencontrai, se révéla autrement lucide. Il savait que la lutte ouverte lui était difficile, impossible probablement. Mais il savait aussi quelle était toujours sa popularité et

quelle était la force du sentiment national. Ainsi ne renonçait-il nullement à son objectif, mais envisageait-il de l'atteindre par degrés.

C'est pourquoi il accepta, avant l'accession à l'indépendance totale, un régime intermédiaire qui, me semble-t-il, n'a été expérimenté nulle part ailleurs : l'autonomie interne. Et c'est en effet à celle-ci qu'après deux ans et demi de tension — et grâce à l'initiative de Pierre Mendès France — en juillet 1954, on devait aboutir.

Sans doute ce régime fut-il exceptionnellement bref. Les conventions sur l'autonomie interne furent ratifiées par le Parlement français, après bien des atermoiements, en juillet 1955. L'indépendance fut acquise en mars 1956, précipitée par les événements du Maroc et par le début de la guerre d'Algérie.

L'aveuglement des colonialistes avait empêché que la tentative fût faite plus tôt et en avait précipité la fin. L'occasion d'une décolonisation par étapes était ainsi manquée.

Il reste que la Tunisie a réussi à conquérir son indépendance par l'habileté diplomatique plus que par la lutte armée, à un moment où il y avait encore en France de grandes illusions sur les chances de prolonger longtemps encore la tutelle coloniale sur l'Afrique du Nord.

Peut-être faut-il voir là une des explications du fait qu'en Tunisie les tensions internes aient été depuis dix ans beaucoup moins graves que dans beaucoup d'autres pays récemment libérés. Les progrès économiques réalisés depuis l'indépendance sont certains. Dans le domaine culturel, ils sont considérables. Dans le domaine politique se posent évidemment les problèmes qui tiennent à la longue présence au pouvoir d'une forte personnalité, appuyée sur un parti unique.